



Décision individuelle N° 2020-117

Pétitionnaire : société HBG France (marque Hélicoptères de France)
Adresse : Siège d'exploitation - Aéropole BP1, 05130 TALLARD
Nature de la demande : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national
Intitulé du projet : Inspection du risque d'instabilité géologique des falaises de Valabres
Localisation : Gorges de Valabres (Roure, 06)

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'avis conforme n°2019-384 du 20 août 2019 autorisant des travaux de sécurisation de falaises de Valabres,

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2020 portant attribution de fonctions à l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 28 mai 2020 par Monsieur Lazzerini Nicolas, entreprise GARELLI I.E.S, prestataire pour le compte de RTE,

Considérant que la demande porte sur la réalisation d'une expertise aérienne du risque d'instabilité géologique des falaises de Valabres,

Considérant que la mise en œuvre de cette expertise est nécessaire à la sécurisation des installations d'EDF situées à l'aval immédiat, suite à la chute d'un bloc rocheux dans le courant de l'hiver 2020 et ce, malgré les travaux de purge des falaises préalablement autorisés,

Considérant qu'au regard de l'urgence de la situation, l'entreprise prestataire de RTE n'a pas été en capacité d'étudier la faisabilité de cette expertise aérienne en recourant à un survol par drone, solution alternative qui aurait généré un moindre impact environnemental sur le site et ses abords,

Considérant qu'à la date envisagée du survol, les grands rapaces rupestres dont l'Aigle Royal, sont encore en période de reproduction et qu'il convient à ce titre de les préserver des dérangements anthropiques par l'intermédiaire de prescriptions spécifiques au plan de vol de l'hélicoptère,

Considérant la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et de conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société HBG France (marque Hélicoptères de France) [n°SIREN : 320 228 570], représenté par Monsieur BLANC Renaud, Président directeur, est autorisée à effectuer un survol à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, ayant pour objet la réalisation d'une expertise aérienne sur une partie des falaises de Valabres, situées dans le cœur du Parc national.

Cette expertise aérienne, menée par l'entreprise GARELLI I.E.S, est réalisée en complément des travaux préalablement autorisés de mise en sécurité du site RTE de Valabres, vis-à-vis du risque de chutes de blocs.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification

| | |
|--------------------|-----------------------|
| base d'attache : | base de Nice - Carros |
| nom du pilote : | RINGOT Benoît |
| type d'appareil : | Ecureuil AS 350 B3 |
| n° de l'appareil : | HB-ZSE |

2.2. La durée totale de vol ne devra pas excéder 45 minutes.

2.3. Les trajectoires de vol seront strictement réalisées dans la zone de survol autorisée telle que figurée au plan annexé à la présente.

Sauf cas de force majeure relevant de la sécurité du vol, aucune autre trajectoire de vol n'est autorisée à moins de 1000 m du sol au-dessus du cœur du parc national.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la date du 08 juin 2020.

En cas de force majeure, le report des survols **après cette date** est autorisé sous réserve d'informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour par écrit et 24h à l'avance.

Contact - service territorial « Tinée »

chef de S.T : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)

adjoint : TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr)

☎ : 04.93.02.42.27

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.


Article 7 : Responsabilité

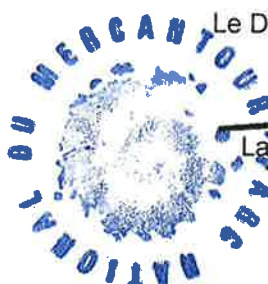
L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 5 juin 2020

Le Directeur par intérim

Laurent SCHEYER



Copies :

- service territorial de la Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

